

**Lectures
(3 et fin)****PAR MOHAMED BOUHAMIDI**
mbouhamidi2001@yahoo.fr

Donc, sitôt les attentats commis, des forces politiques essentielles ont voulu nous enfermer dans les termes qui les arrangent. Drôle de conception de la politique qui enferme le pays dans le seul tête-à-tête islamo-islamiste. Tous les partis de la coalition et les partis satellites qui soutiennent tout président en exercice se sont remis à chanter les louanges de la politique de réconciliation nationale. Au moment où il faut retourner à la politique, à la compréhension politique de ce qui nous arrive, le pouvoir veut imposer le consensus, c'est-à-dire le contraire de la politique, du débat, de l'analyse libre et contradictoire. Au garde-à-vous intellectuel général. Dans l'affaire, les partis qui se veulent démocrates peinent à proposer une vision alternative. La politique pour nous serait fatalement le choix entre terrorisme et autoritarisme de l'Etat sans droit de regard sur les programmes concrets mis en œuvre dans le démantèlement du secteur public, les cadeaux faits aux multinationales, dans la sous-rémunération des compétences nationales, dans la pratique d'expulsion de nos cadres, ingénieurs et universitaires, dans l'étalement d'une corruption généralisée et devenue manifeste ?

La tentation est grande de manipuler la peur des gens pour les forcer à accepter les politiques en cours d'exécution. Plutôt cela que les années de terreur. Il existe de fortes chances pour que ce chantage à la peur fonctionne. Mais il sera difficile de l'imposer aux syndicats qui ont accumulé l'expérience des luttes. A la faveur des années de sang, toutes les réformes impopulaires et parfois dangereuses pour la nation sont passées. Les tenants du libéralisme auront devant une voie plus libre, cohésion antiterroriste oblige. C'est bien de cela qu'il s'agit. Maintenant que le front antiterroriste s'est élargi, quel contenu lui donner ? Un contenu résolument démocratique donnant plus de possibilité de contrôle citoyen sur la gestion du pays, sur l'argent du pétrole, sur la distribution de la rente, sur les politiques sociales ? Ou un contenu autoritaire se justifiant du danger de mort pour imposer le silence à tous pour mieux faire passer les orientations du FMI et de la Banque mondiale ? Cela dépendra, en partie, de vous !

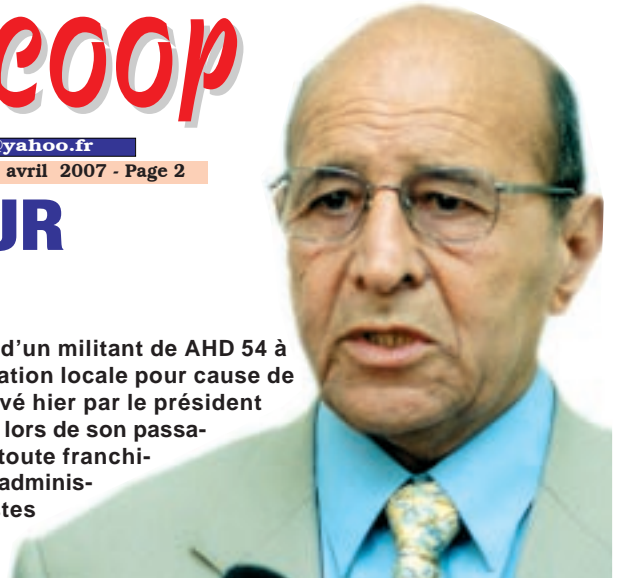
M. B.

periscoop2007@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Lundi 16 avril 2007 - Page 2

**EVINCE POUR
DIVORCE**

La candidature à la députation d'un militant de AHD 54 à Oran a été rejetée par l'administration locale pour cause de divorce du concerné. Un fait relevé hier par le président même du parti, Ali Fawzi Rebaine, lors de son passage au Forum de la Chaîne III "En toute franchise", pour démontrer les abus de l'administration dans la confection des listes électorales.

**Déconnecté**

Ahmed Ouyahia, le secrétaire général du RND, ignore l'adresse du site Internet de son parti.

Surpris par une demande à fournir l'adresse en question, hier soir, sur le plateau de l'ENTV, il a dû solliciter l'aide du staff qui l'accompagnait. Il lut, donc, sur un bout de papier www.rnd.com. Le hic est que cette adresse est inexacte. La vraie adresse est www.rnd-dz.com.

**L'invité d'Ouyahia**

Invité d'honneur d'Ouyahia lors de son passage à l'ENTV, le directeur de la Maison de la Presse, M. Djoudi, et néanmoins candidat aux législatives prochaines comme tête de liste du RND dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, a préféré prendre place aux côtés des journalistes au lieu de se mettre avec les invités du SG du RND. Il est vrai qu'après un peu plus d'un quart de siècle de proximité avec les médias, Djoudi n'a pu se départir d'un réflexe... professionnel.

Addou fait marche arrière

Le wali d'Alger a finalement décidé de fermer définitivement la ruelle qui sépare l'APN du siège du Trésor de la wilaya. Rappelons que Mohamed-Kebir Addou s'était récemment arrogé un droit de passage exclusif afin d'éviter de faire le tour par l'hôtel Safir.

En fait, cette décision serait dictée par des impératifs d'ordre sécuritaire.

